Cyril LEMIEUX, dir., *La subjectivité journalistique*

Paris, Éd. de l'EHESS, coll. Cas de figure, 2010, 315 p.

Vincent Goulet

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/6769>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.6769

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2012

Pagination : 333-336

ISBN : 978-2-8143-0120-7

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Vincent Goulet, « Cyril LEMIEUX, dir., *La subjectivité journalistique* », *Questions de communication* [En ligne], 21 | 2012, mis en ligne le 18 décembre 2012, consulté le 27 octobre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/6769> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.6769>

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

même valorisante et nécessaire car synonyme de sincérité (pp.103-115). Ce qui n'est pas sans conséquence dans le champ de la communication politique. C'est à la représentation du genre féminin à la télévision américaine que s'est intéressée Andrea Press (pp. 139-150), en lien avec la place des femmes dans la société. Sans surprise, la sociologue (University of Virginia) explique que si cette représentation s'est diversifiée en un demi-siècle – des séries télévisées mettent en scène des lesbiennes, des mères célibataires, des dealers de drogue, etc. – la présentation physique de ces femmes demeure conforme au modèle conventionnel de la femme jeune, belle et mince. À cette ambivalence, s'ajoutent d'autres caractéristiques : des étapes successives jalonnent cette histoire de la représentation télévisuelle des femmes, depuis la ménagère des années 50 à la femme épanouie et indépendante d'aujourd'hui, en passant par la *working girl* des années 80 mais, avec une constante : la mise en tension du rôle de la femme entre famille et travail. Ceci étant, une question demeure : doit-on considérer que ce sont les images télévisuelles qui traduisent l'évolution de la position des femmes dans la société ? Ou peut-on envisager que c'est le média lui-même qui produit ces représentations et les diffuse au sein de l'espace public ? Dans une perspective critique dont il est familier, Peter Lunt (Brunel University, London) réhabilite le genre de la « *participatory tv* », considéré par certains comme populaire, voire populiste (pp. 128-138). Il fait référence aux *talk-shows*, aux programmes de télé-réalité et aux émissions qu'il rassemble sous l'appellation *lifestyle tv*, c'est-à-dire les émissions sur la décoration, le relooking... Ces programmes, avance-t-il, ne symbolisent pas la fin de la télévision, ils correspondent au contraire à une mission de service public. En effet, ils ont pour particularité d'installer une interaction forte avec le public qui, dès lors, ne se trouve plus le maillon final de la chaîne de communication : le public est sur le plateau, en tant que protagoniste du programme (il témoigne, il est conseillé, etc.), il participe (*via* les applaudissements), en résumé, il prend une part active au processus de production télévisuel. De plus, par les conseils prodigués, les expertises, les améliorations du quotidien, des relations familiales proposées, ces programmes véhiculent des normes de conduite destinées à améliorer le bien-être des individus.

En somme, la majorité des contributions consiste en un tour d'horizon de recherches menées sur une cinquantaine d'années de télévision. En ce sens, le recueil fonctionne effectivement comme un bilan de l'impact de la télévision dans nos sociétés

occidentales. La question des mutations à venir est abordée par le chercheur français Daniel Dayan (EH-ESS), qui s'interroge sur ce qui, de la télévision que nous connaissons, va survivre, dans un système qui fonctionnerait tel un partenariat entre cet ancien média et internet (pp.19-31). Il considère que le développement de ce nouveau média réduit le champ de réception des informations et des événements : avec la télévision, une image est diffusée au plus grand nombre de manière simultanée, on peut parler d'une réception collective. Sur l'internet, les informations circulent plutôt par le biais de réseaux sociaux, sur le mode de la rumeur : une réception en chaîne. De fait, selon l'auteur, cela modifie le sentiment d'appartenance à un public (qualifié de *publicness*). Par ailleurs, le statut de l'information est lui aussi remis en question. Daniel Dayan considère que, à l'heure actuelle, les informations tendent à circuler d'abord sur la toile avant d'être ensuite reprises par la télévision : la monstration télévisuelle de ces rumeurs les légitime. Cependant, l'auteur ne prend pas en considération le rôle joué par les internautes lorsqu'ils diffusent ces messages ; on peut considérer que ce sont ces usagers eux-mêmes qui, parce qu'ils la diffusent, accordent le statut de « pertinente », « intéressante » à une information ; en ce sens, la télévision la reprend parce qu'elle ne peut pas ne pas montrer ce qui circule par ailleurs. En revanche, Daniel Dayan souligne le rôle joué par les publics du web dans l'alimentation de controverses : sur la toile, les images sont discutées, commentées, débattues. Ce qui signifie que le nouveau média génère des espaces de controverses qui n'existaient pas auparavant et dont on ne mesure pas totalement les effets.

Céline Ségur

CREM, université de Lorraine
celine.segur@univ-lorraine.fr

Cyril LEMIEUX, dir., *La subjectivité journalistique*.

Paris, Éd. de l'EHESS, coll. Cas de figure, 2010, 315 p.

La subjectivité journalistique est d'abord un livre de sociologie des professions, en l'occurrence du journalisme. Une série d'études de cas relativement détaillées dresse un panorama des transformations des conditions d'exercice de cette activité. Les journalistes sont-ils aujourd'hui les rouages d'une machine médiatique asservie à la logique marchande, comme le dénonce une certaine critique des médias, ou sont-ils « absolument libres » comme semblent persister à le croire certains ? Si l'introduction force les traits de l'alternative, ménageant ainsi à moindre frais un appel salutaire à plus de subtilités

sociologiques, c'est principalement cette question de l'autonomie, des « marges de manoeuvre » des journalistes, qu'explorent les différentes contributions de l'ouvrage en cherchant à distinguer ce qui relève de l'individu, des valeurs et des trajectoires personnelles et de ce qui relève de l'organisation des rédactions, des injonctions hiérarchiques ou des changements organisationnels des entreprises de presse. Malgré leur format un peu court pour permettre toujours à l'analyse d'aller à son terme, chaque chapitre apporte un éclairage pertinent sur le métier journalistique. Cependant, le cadrage théorique général peut laisser le lecteur sur une certaine frustration, et ce pour deux raisons : d'une part, l'évitement systématique des concepts de la sociologie de Pierre Bourdieu (comme *habitus* ou *champ*), qui auraient pu être opérants pour décrire et expliquer le fonctionnement de ces espaces de production de biens symboliques, conduit à un « rendez-vous scientifique raté ». La frustration est d'autant plus vive que les fondamentaux sociologiques utilisés par Cyril Lemieux – que l'on pourrait qualifier de « pragmatiste durkheimien » – ne sont pas si étrangers aux théories de Pierre Bourdieu et qu'elles auraient pu être discutées sur ces terrains, quitte à être précisées ou reformulées. La seconde raison est que l'appareil théorique proposé, s'il apporte des éclairages précieux sur les conduites des journalistes, n'a pas toujours une force explicative évidente en se cantonnant à une approche pragmatiste qui minore l'importance, tout en les décrivant, les cadres institutionnels.

Cette contradiction est présente dès l'introduction de la première partie, consacrée à la définition de « l'autonomie » : pour Cyril Lemieux, elle ne peut être purement individuelle, ce dont on ne peut que convenir. Se fonde-t-elle pour autant sur une « incertitude pratique », consubstantielle à « l'activité prudentielle » que serait le journalisme, c'est-à-dire une activité qui exigerait du « discernement », chose à vrai dire assez mal définie ? Sans nier l'existence d'une culture professionnelle, l'auteur insiste sur les « croyances partagées », les « processus critiques sur le lieu de travail » (pp. 39-41) qui peuvent servir de point d'appui collectif à l'autonomie. Celle-ci ne serait donc pas à chercher seulement dans un processus historique (celui qui, par exemple, expliquerait la constitution d'un espace social envisagé comme un champ avec ses règles de fonctionnement propres) mais dans un rapport pratique avec sa propre activité et dans les contradictions qui s'y vont jour, le tout dans une certaine intersubjectivité (Cyril Lemieux reprend ici sa thèse des trois « grammaires » en concurrence dans le travail journalistiques, grammaire

publique, grammaire naturelle et grammaire réaliste). L'autonomie journalistique découlerait ainsi des contradictions dans la pratique, quitte à substantialiser (sans pour autant essentialiser) le journalisme et non de l'histoire des luttes dans un espace social particulier. « L'approche praxéologique nous conduit à inverser la perspective sociologique habituelle : l'autonomie journalistique n'est pas seulement ou d'abord la revendication d'un groupe professionnel soucieux de défendre ses intérêts [mais] la conséquence du type de contradiction pratique qui caractérise nécessairement l'activité journalistique » (p. 35).

Cette volonté de ne pas institutionnaliser l'autonomie journalistique, c'est-à-dire de ne pas concevoir les règles professionnelles propres comme une construction historique du champ journalistique, trouve pourtant ses limites dans les observations mêmes des contributeurs de l'ouvrage. Par exemple, Motoko Tsurumaki montre comment une compétence spécifique de certains journalistes de la presse quotidienne régionale alsacienne, celle de savoir contextualiser les incendies de voitures ou autres formes de délinquance en banlieue, peut être soudainement dévalorisée par la hiérarchie du journal qui cherche désormais à privilégier, sous la pression de la concurrence et de la logique du marketing, le cadrage en termes de « violence urbaine ». De façon paradoxale, ces mêmes journalistes, lorsque les autorités policières refuseront de leur donner les chiffres des destructions automobiles, se prendront au nouveau jeu du positiviste et de « l'expertise naturaliste » en cherchant à obtenir par eux-mêmes les comptes précis des incendies de voitures dans les quartiers *hlm*. Ce n'est qu'alors que le journal aura une nouvelle fois changé de ligne éditoriale sur cette question qu'ils reprendront leur ancienne conception de l'autonomie. Ici, c'est bien l'institution (le journal régional) qui définit ce que peut être l'autonomie journalistique, en fonction de son histoire et de sa culture propre ainsi que des stratégies éditoriales qui lui semblent nécessaires pour perdurer.

A contrario, Philippe Riutort explique comment la manière de faire du journalisme de Michel Samson, proche de l'ethnologie et des sciences sociales, ne peut être généralisable à l'ensemble des journalistes. Non seulement les dispositions nécessaires à ce type d'exercice sont difficilement rencontrables chez un seul individu mais, de plus, la demande des employeurs ne requiert que très exceptionnellement celles-ci. La même analyse pourrait être faite du cas présenté par Anne-Laure Sourp qui, malheureusement, en reste à une approche psychologisante et quasi enchantée

de « l'excellence » du rubricard FN de *Libération*. Il aurait fallu expliquer en quoi le Front national est un terrain particulier qui permet un si bon rendement de la « grammaire de distanciation » et de la « pure éthique » journalistique : parti-entreprise fonctionnant en vase clos, sans possibilité objective d'arriver aux responsabilités et donc de pouvoir distribuer des postes, il est particulièrement sujet aux rumeurs et règlements de compte internes qui fait du journaliste d'un titre de presse en dehors de ce microcosme un allié potentiel. L'analyse en termes de champ aurait sans doute facilité la prise en compte des règles spécifiques de cet espace politique. Enfin, Éric Lagneau décrit finement comment une autre forme d'excellence journalistique, celle de l'AFP, repose d'abord sur un dispositif institutionnel de contrôle et de vérification des informations mais aussi sur l'engagement de ses journalistes sur un certain nombre de valeurs communes qui sont censés leur préexister. Dans ce cas également, l'autonomie est autant affaire d'institution que de dispositions individuelles ajustées aux règles de fonctionnement du champ.

Plus que l'autonomie journalistique, les différents textes montrent la forte hétéronomie du champ journalistique déjà repérée par Patrick Champagne, ou, dit autrement, la fragilité des règles spécifiques à la profession quand elle cherche à se définir sur ses valeurs et procédures propres. L'approche pragmatiste complète néanmoins opportunément celle en terme de champ lorsqu'elle montre par quels truchements une règle peut se transformer en une autre ou comment, par l'action ou les réactions simultanées des agents du champ, les normes professionnelles peuvent s'ajuster, parfois de façon dialectiques, avec les attentes managériales de la hiérarchie des entreprises de presse ou d'acteurs *a priori* extérieurs au champ. Les articles de Caroline Datchary sur *Médiapart* et d'Olivier Pilmis sur l'association « Profession pigistes » sont, à ce titre, très éclairants. Le niveau d'analyse « micro » qui est celui du pragmatisme comme de l'interactionnisme permet de rendre compte des phénomènes pratiques sans écraser ou surinterpréter ceux-ci par une théorie générale. Néanmoins, lorsqu'il s'agit de monter en généralité, d'autres outils heuristiques sont sans doute nécessaires.

La deuxième difficulté théorique de l'ouvrage consiste dans la réticence à utiliser le concept d'*habitus* et plus encore d'*habitus* professionnel. Ici, encore, les termes employés par Cyril Lemieux y font directement allusion (« niveau dispositionnel », « tendance à agir », « schème d'action ») sans que le concept soit

discuté sur ce terrain bien particulier du journalisme. Pourtant, les cas ne manquent pas où les *habitus* des journalistes auraient pu être analysés en relation avec leur capitaux et les transformations du champ journalistique. Ainsi Anne Sinclair, dont le parcours est étudié par Pierre Leroux, apparaît-elle être une apprentie journaliste dont les propriétés sociales et l'*habitus* mondains hérités ont, à un moment précis de l'histoire de la télévision (les années 80) rencontré les attentes des producteurs en recherche de « journalistes animateurs ». Sans qu'elle fasse des efforts particulier d'ajustement, son style d'interview a pu rencontrer le succès public pendant une quinzaine d'année. Sous l'effet des transformations de la télévision et de la remarquable stabilité de ses manière de faire, elle a quitté sans possibilité de retour le devant de la scène médiatique. Le cas de Jean J., décrit par Marie-Christine Restier, est opposé : fils d'agriculteur, diplômé de l'École supérieure de journalisme de Lille, il gravit les échelons d'un grand journal régional pour en devenir le rédacteur en chef. Mobile social ascendant consacré par le journal, il se consacre en retour à celui-ci et à ses valeurs humanistes. Cette position se cristallise dans un *habitus* professionnel bien particulier qui l'empêche de saisir les contraintes de survie du titre telles qu'elles sont définies par une nouvelle équipe de direction. Mis à l'écart à 55 ans, il choisit de quitter le journal pour fonder un journal d'information en ligne où il se réinvestit pleinement, dans tous les sens du terme, et continue son aventure journalistique sur son propre principe génératif. L'hystérèse de l'*habitus* prend ici une forme particulière, et l'on voit que sous certaines conditions, il peut accompagner des innovations technologique et éditoriales. Cependant, il aurait fallu mieux caractériser le média en ligne créé pour faire la part de la simple reconversion de capital relationnel et professionnel dans un champ qui reste celui de l'information régionale et de la véritable innovation éditoriale. La comparaison avec les parcours d'Hippolyte de Villemessant (Benoît Lenoble) ou de Marguerite Durand (Sandrine Lévêque) apporte ici des contre-points productifs.

Les contributions présentées montrent combien que la « triade théorique » bourdieusienne (*habitus*, capital, champ) fonctionne bien dans le cas du journalisme, même s'il faut constater la forte hétéronomie de cet espace de production culturelle. C'est sur ce point qu'une discussion aurait pu être féconde, en redonnant au « sens pratique » une capacité d'invention et de transformation collective qui a sans doute été minorée par certains épigones de Pierre Bourdieu, tout attachés à mettre en avant la « reproduction

du champ ». Nul doute qu'après cette contribution significative à la connaissance des transformations du champ journalistique contemporain, le dialogue pourra être noué sur de nouveaux terrains pratiques et théoriques.

Vincent Goulet

CREM, université de Lorraine
vincent.goulet@univ-lorraine.fr

Denis RUELLAN, *Nous journalistes. Déontologie et identité*.

Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, coll. Communication, médias et sociétés, 2011, 252 p.

Il y a une vingtaine d'années, le faux charnier de Timisoara, la couverture complaisante de la Guerre du Golfe, et beaucoup d'autres choses – comme un peu plus tard la fausse interview de Fidel Castro par Patrick Poiré d'Arvor – avaient brutalement atteint la crédibilité des journalistes et des organes de l'information, stimulant la prolifération de discours moraux sur la déontologie, et aussi la prolifération de « chartes » où nombre d'entreprises tentaient de restaurer une image de marque compromise, avant de multiplier les « médiateurs » ou d'autres formules destinées à conforter une confiance bien malmenée. Plus récemment, le 9 mars 2011, le Syndicat national des journalistes publiait une nouvelle version de la « charte des droits et devoirs des journalistes », rédigée en 1918, qui n'avait été révisée qu'une seule fois, en 1938. L'introduction de ce texte comporte plusieurs modifications par rapport au texte de 1918, notamment la référence au public et aux employeurs, tout à fait absente des débuts du SNJ, alors que le droit du public à l'information était très présent dans la *Déclaration* de Munich de 1971. Le texte de 2011 rappelle le « droit du public [...] à une information de qualité », mais ne dit rien de son rôle dans une éventuelle régulation de l'information ; ce texte situe la responsabilité du journaliste dans la chaîne éditoriale, certes, rappelle celle de l'éditeur, et s'achève par la différence irréductible entre journalisme et communication.

Peu auparavant, en janvier 2009, à l'issue des Assises du journalisme, le président de la République avait réaffirmé le refus d'accorder une autorité juridique aux équipes rédactionnelles, réclamé en vain depuis la Libération, tout en incitant à inclure un code de déontologie dans la convention collective. Que peuvent bien vouloir dire la référence actuelle au public, la réaffirmation d'une déontologie nécessaire, et l'absence de leur inscription dans une autorité

légale ? C'est à cette question que le dernier livre de Denis Ruellan répond avec une grande clarté : « [La déontologie] est un discours qu'un groupe professionnel établit pour organiser ses relations avec son environnement et lui-même, elle est un discours sur soi qui participe à la régulation des rapports intrinsèques à l'activité, et à l'institutionnalisation d'une identité collective » (p. 72).

En somme, la déontologie est une sorte de soliloque où le groupe social des journalistes réorganise pour lui-même une thématique et un argumentaire variables au fil du temps. La déontologie, certes n'est pas le droit (un usage stabilisé dans un texte normatif), ni une éthique (le choix d'une attitude fondée sur le désir d'un sujet), elle est une « règle non légale qu'un groupe élit ». Car la déontologie est d'abord une réponse à la question : que sommes-nous que les autres ne sont pas ? Et la réponse, forcément, varie au fil du temps, ce qui conduit Denis Ruellan à 5 parties, chronologiques, dont la distinction repose d'abord sur la variation, ou l'évolution, de « l'autre » dont le groupe tente de se distinguer.

Dans ce livre – très différent de sa précédente histoire sociologique des journalistes (*Les « pro » du journalisme. De l'état au statut, la construction d'un espace professionnel*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1997) –, l'auteur s'inscrit dans la perspective foucauldienne de l'*Ordre du discours*, ou plus précisément encore, il fait l'hypothèse que la déontologie constitue un principe de « raréfaction » du discours d'information, propre à cette profession. En effet, le journalisme ne saurait être assimilé, par exemple, à une discipline, autre type de raréfaction, qui supposerait, comme tout discours scientifique, une formation et le respect de règles validées par des instances *ad hoc*. Non, la déontologie opère comme un « contrôle de l'espace » menacé par la prolifération des discours d'information. D'où, par exemple, l'opposition récente à la « communication » qui, depuis trente ans environ, a envahi l'espace public. Cela explique aussi le goût pour les « chartes », fortement développées depuis 20 ans, parce qu'elles présentent le double avantage d'opérer une sorte de « réglage » des relations avec d'autres discours concurrents et de permettre une stratégie du groupe en lui suggérant une norme qui lui permet de se distinguer. L'hypothèse générale de Denis Ruellan est très clairement communicationnelle, puisqu'elle repose sur la relation entre le groupe professionnel et d'autres acteurs sociaux, organisée à partir d'arguments de nature déontologique, repérables dans l'évolution d'un discours autoréférentiel. Il peut